

# Le mystère Onesta

Dans le no man's land avant la création de l'agence du sport, le patron de Performance 2024 donne l'impression de ne gérer que les affaires courantes.

MARC VENTOUILLAC  
(avec Ak. C.)

« Onesta ? Pas de son, pas d'image ! » Prononcé sous couvert d'anonymat (devoir de réserve oblige) par un DTN, le jugement est sec, mais résume bien la situation de Performance 2024 dirigée par Claude Onesta. Et pas seulement parce que, en dépit de nos sollicitations, le principal intéressé ne désire pas s'exprimer publiquement, estimant que le moment n'est pas venu.

Dans son bureau du 6<sup>e</sup> étage du ministère, à proximité des membres du cabinet, où il vient trois jours par semaine, l'ancien patron de l'équipe de France de handball donne l'impression de faire du surplace, plus d'un an après sa nomination. « C'est affolant, il ne se passe rien, s'inquiète un fin connaisseur des arcanes sportifs et ministériels. À part entendre les fédérations et les DTN lui expliquer leur politique, il n'y a rien qui se met en place alors qu'on aurait pu lancer des actions. »

À la décharge de Claude Onesta, il faut dire que la lourdeur administrative n'arrange pas les choses. Alors qu'il aurait fallu aller vite, la création officielle de la cellule haut niveau, à la tête de la-

quelle il a été nommé (au moins jusqu'au 31 décembre par l'ancienne ministre Laura Flesse, n'est toujours pas effective. Elle est en effet partie intégrante (et majeure) de l'agence nationale du sport dont on attend la naissance pour le début 2019. En clair, on lui demande de gérer les affaires courantes d'une structure qui n'existe pas encore. À défaut d'avoir les mains complètement liées, il ne possède pas le pouvoir qui lui permettrait d'agir librement.

## Le temps file, et les médailles aussi ?

Entouré d'un staff d'anciens DTN ou cadres techniques de haut niveau, il a reçu à la fin du printemps les présidents et DTN et doit les revoir prochainement pour discuter des budgets, mais nombre d'entre eux sont ressortis interloqués de leur entretien. « Il nous a demandé combien tu as eu de médailles aux derniers Jeux ? Quatre ? Il faut que tu en fasses huit en 2024 », raconte un président de fédération. Plusieurs d'entre eux se sont plaints ensuite du compte rendu de la réunion qui ne correspondait pas aux propos tenus. On lui reproche dans les fédérations de ne pas



Claude Onesta, ancien patron de l'équipe de France de handball, est à la tête d'une structure qui n'existe pas encore.

être fédérateur et de ne voir que par l'exemple du handball. Au final, beaucoup avancent dans leur coin, sans se soucier de Performance 2024, à l'image de l'athlétisme, qui a lancé il y a quelques mois son plan Génération 2024.

Le courant a parfois du mal à passer, d'autant que plus d'un s'interroge sur la réalité de la future structure. Le président de l'Association des DTN (et DTN du hand), Philippe Bana, craint la construction d'un « mammoth »

de 60 personnes là où il faudrait une structure souple.

Au crédit d'Onesta, le lancement de Sciences 2024 en partenariat avec Polytechnique et une douzaine de grandes écoles. Il s'agit de trouver comment améliorer le matériel dans certaines disciplines. Parmi les priorités, une recherche sur le meilleur type de coque en aviron.

Le problème est que, même une fois les textes publiés, il faudra du temps pour que la struc-

ture se mette en place. « Deux ou trois ans », explique un expert de la chose ministérielle. Le temps perdu ne se rattrape pas. Un ancien ministre estime que l'on perd actuellement trois médailles par trimestre par rapport à l'objectif initial de quatre-vingts fixé par l'ancienne ministre Laura Flesse. Roxana Maracineanu s'est refusée à reprendre ce chiffre à son compte. De toute manière, il y a longtemps que personne n'y croit plus. **E**

# Les entreprises entrent en piste

Dans les statuts de la future agence nationale du sport, le monde économique aura sa – petite – part du gâteau.

C'est l'une des mini-révolutions de la réforme de la gouvernance : la présence des entreprises au sein de l'agence nationale du sport qui verra le jour au premier semestre 2019. Certes, elles ne pèseront que 10 % contre 30 % pour l'État, autant pour le mouvement sportif et autant pour les collectivités locales. « L'important est que notre voix compte désormais ! On verra ensuite quelle sera notre place en fonction des missions qui seront confiées à l'agence », sourit Dominique Carlac'h, ancienne membre de l'équipe de France d'athlétisme (400 m) et vice-présidente du Medef (mouvement des entreprises de France). Le syndicat patronal, qui regroupe 125 000 entreprises, aura un représentant au conseil

« On n'est pas un super sponsor qui va faire un chèque »

DOMINIQUE CARLAC'H, ANCIENNE MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE D'ATHLÉTISME ET VICE-PRÉSIDENTE DU MEDEF

d'administration, même si d'autres organisations ont participé au chantier sur la gouvernance comme l'Union sport & cycle, un Medef du sport composé de cinq cents entreprises. « J'y vois une reconnaissance, mais on n'a pas attendu la réforme pour s'occuper du développement des pratiques sportives », confirme Virgile Caillet, son délégué général. « Aujourd'hui, le monde économique est déjà massivement pré-

sent et finance le sport directement via le mécénat, le sponsoring et, indirectement, via les collectivités, qui redistribuent les impôts des entreprises », complète Dominique Carlac'h.

Reste à savoir quel sera le rôle des businessmen dans la gestion du sport de haut niveau et le développement du sport pour tous, les deux missions de l'agence. « On n'est pas un super sponsor qui va faire un chèque », coupe court la dirigeante. Il ne faudra donc pas compter sur les entreprises pour combler, par exemple, l'écart entre les 88 M€ alloués au haut niveau et les 100 M€ réclamés par Claude Onesta, qui pilote la haute performance. « Nous souhaitons participer à la construction d'un modèle économique plus durable

et performant qui intègre tous les acteurs. Au niveau local, par exemple, il est possible d'avoir un stade qui vit toute l'année », poursuit la vice-présidente du Medef en citant le LOU à Gerland (Lyon).

« Les entreprises ne sont pas que des financeurs. Elles apportent de la compétence, des emplois, de l'innovation », renchérit Virgile Caillet. Il ne ferme d'ailleurs pas complètement le robinet à euros : « Financer davantage le sport, pourquoi pas, mais en contrepartie de quoi ? Du business, de la visibilité ? Dans la configuration où les entreprises ne représentent que 10 % des voix, c'est inenvisageable en tout cas », poursuit-il. Pas de millions sans pouvoir de décision, CQFD.

R. P.



Le Matmut Stadium de Lyon, anciennement Gerland, illustre les stades où cela vit toute l'année.